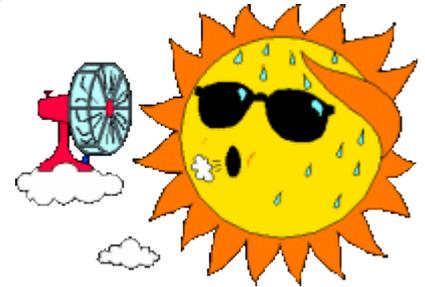


UN POC DE SOLID'AIRE

Un rayon de soleil et une bouffée de tramontane
élaborés et élevés en plein air catalan par SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 66



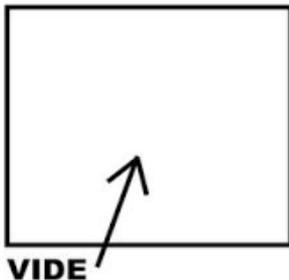
COMPTE RENDU DES CAPL D'AFFECTATION AU 1^{er} MARS 2016

Dans sa déclaration liminaire, Solidaires Finances Publiques a dénoncé les choix du gouvernement qui poursuit sa politique de destruction de la DGFIP avec une nouvelle vague de suppressions d'emplois (2130) et une baisse drastique du budget.

Solidaires Finances Publiques a également condamné les reculs en matière de droit à mutation pour les agents.

Plus largement, Solidaires Finances Publiques a exprimé son inquiétude quant aux restructurations à venir tant dans leurs mises en œuvre que sur les moyens humains qui y seront alloués.

CAPL des cadres A : Vous avez dit mouvement ?



Le mouvement de l'année dernière était déjà catastrophique, celui de cette année se résume en un seul mot : NEANT.

Aucune mutation pour ce mouvement complémentaire, tous les agents à la disposition du directeur sont maintenus sur leur poste. Seul un agent nouvellement arrivé ALD est affecté à la Trésorerie de Cerdagne.

On peut dire que ce dernier mouvement complémentaire pour les A au 01/03 a eu un enterrement de première classe...

Les élus de Solidaires se sont abstenus sur le vote, alors que FO votait contre.

Le mouvement A se décompose donc comme suit :

Mouvement local	Affectation actuelle	Affectation locale au 1 ^{er} mars 2016
NEANT		

Positionnement des ALD à l'issue de la CAPL A :

ALD PO	Affectation actuelle	Affectation locale au 01 mars 2016
CHEVALIER Sophie	SIE TET	Maintien
GIN Céline	Direction PGP	Maintien
HIRIGOYEN Dominique	PCE Perpignan	Maintien
JEUNE Stéphanie	PRS	Maintien
OLIVE Violaine	Rivesaltes	Maintien
RODRIGUEZ Stéphane	SIE Prades	Maintien
SURJUS Denis	DISI 13	Trésorerie de Cerdagne
TIPHANGNE Gwenaëlle	SIE TET	Maintien
ALD Perpignan		
BELHABIB Christelle	Direction MDRA	Maintien
DOMERG Pierre	Direction PGP	Maintien
FERRERE Sylvie	Relations publiques	Maintien
GONZALES Cynthia	Direction PF	Maintien
GRUYER Maxime	PCE Perpignan	Maintien
PAGES Josy	SIE reart	Maintien

Détachements :

LANDRI Michèle de PCE Prades vers PCE Perpignan
LONDIN-QUNY Josiane de Relations Publiques vers SPF1
MIXERAS Marcel de PCE Perpignan vers Direction PPR
SALA Marie de Huissier vers Trésorerie de Prades

Les vacances à l'issue du mouvement sont :

RAN PRADES : - 1 SIE Prades
- 1 Adjoint Prades SPL
RAN PERPIGNAN :- 2 PCE Perpignan

CAPL des cadres B : Comment s'en contenter ??

Cette CAPL des cadres B s'est déroulée sous la présidence de Mme NANTE.

Malheureusement, au détriment de l'intérêt personnel et professionnel des agents, nous avons siégé au sein de la dernière CAPL d'affectation sur un mouvement complémentaire de la catégorie B. En effet, dès la campagne de mutation 2016-2017, le mouvement complémentaire est purement et simplement supprimé.



Si le mouvement a bien été décliné selon les règles, Solidaires Finances Publiques ne peut se satisfaire du nombre de postes qui restent vacants à l'issue du mouvement, soit 10 postes.

Les élus de Solidaires ont donc voté Contre, comme FO, alors que la CGT a voté Pour.

Le mouvement B se décompose comme suit :

Mouvement local	Affectation actuelle	Affectation locale au 1 ^{er} mars 2016
PRECHACQ Corinne	SIE REART	SIE TET
GASCH Anne-Marie	SIE TET	SIE REART

Positionnement des ALD à l'issue de la CAPL B :

ALD PO	Affectation actuelle	Affectation locale au 01/03/2016
ANADALMAY Marie-George	Trésorerie d'Argelès	Maintien
LEDIEU Geoffrey	Trésorerie de Rivesaltes	Maintien
NAUD Emmanuel	Trésorerie d'Argelès	Maintien
PAGANUCCI Nicolas	Trésorerie de Mont-Louis	Maintien
SALOMON Géraldine	Trésorerie de Prades	Maintien
ALD Perpignan		
BONAQUE Claude	Trésorerie Municipale	Maintien
BRICAULT-BERNARD Anne	Relations Publiques	Maintien
CHAUVIN Chloé	SIE TET	Maintien
FRANCO Valérie	SIP AGLY	Maintien
GIRBEAU Clément	SIE TET	Maintien
HUMBERT Franck	SIE REART	Maintien
JOANCHICOY Valérie	SIP AGLY	Maintien
TRICOIRE Michel	PRS	Maintien
VIDAL-TORREILLES Nathalie	PRS	Maintien
VIGOUROUX Marie-Claude	Trésorerie de Rivesaltes	Maintien

Détachements :

BLANQUIE Joëlle - Maintien du détachement : de SPF2 vers CDIF
GOUT Florence - Maintien du détachement : de SIP REART vers Relations Publiques
GUERRERO Jeannine - Maintien du détachement : de SIP TET vers SIE Prades
MOREEL Claudine - Maintien du détachement : de SIE TET vers SIP Réart
SELVA Valérie - Maintien du détachement : de SIP AGLY vers BDP

Les vacances à l'issue du mouvement sont :

RAN CERET : - 2 à Argelès (GCP)
RAN PRADES : - 2 à Mont-Louis (GCP)
- 2 en Cerdagne (GCP)
- 1 à Prades (GCP)
RAN PERPIGNAN :- 2 Relations Publiques (FiPer)

CAPL des cadres C : catégorie sacrifiée ??

Ce mouvement est plus que restreint, voir même très contraint !!

Celui ci ne répond à aucun des vœux formulés par les agents y participant. Les affectations prononcées sont liées aux choix de la direction.

Solidaires Finances Publiques ne peut se satisfaire du nombre de postes qui restent vacants à l'issue du mouvement, soit 6 postes.

Les élus de Solidaires ont donc voté Contre, comme FO, alors que la CGT a voté Pour.

Le mouvement C se décompose comme suit :

Mouvement local	Affectation actuelle	Affectation locale au 1 ^{er} mars 2016
CHABBI Harone	SIE REART	SIP AGLY Affectation d'office avec report d'installation au 01 juin 2016

Positionnement des ALD à l'issue de la CAPL C :

ALD PO	Affectation actuelle	Affectation locale au 01/03/2016
ASSELIN Marielle	Trésorerie de St Estève	Maintien
GENESTA Marine	131	Trésorerie de Cerdagne
GUIPPE Olivier	Trésorerie de Cerdagne	Maintien
HALLER Isabelle	Direction PPR	Maintien
HUBAUT Alexandre	591	Trésorerie de Cerdagne
MARCHIS René	Trésorerie de Cerdagne	Direction PGP
ALDL PERPIGNAN		
PASQUALINI Martine	Trésorerie d'Elne	Maintien

Détachements :

FERRANDO Sophie - Maintien du détachement du SIP AGLY vers Trés de Cabestany

HOUZIAUX Stéphane - Maintien du détachement du SPF1 vers Relations publiques

MANAS Jean-Luc - Maintien du détachement de l'Hôpital vers Direction PPR

MOUNIER Véronique - Maintien du détachement du SIP REART vers Direction PPR

MAZARDO Marie-josé - Maintien du détachement du SIP AGLY vers BDV2

RUFFES Jean-Noël - Maintien du détachement du SIP AGLY vers Services Communs

Les vacances à l'issue du mouvement sont :

RAN PERPIGNAN :-1 SIP AGLY
 -1 SIP REART
 -1 Trésorerie de Rivesaltes
 -1 Trésorerie de St Estève
RAN PRADES : -2 Trésorerie de Cerdagne



2 EME CONVOCATION DU CTL DU 14 JANVIER 2016

160 agents se sont déplacés à ce CTL sur le site Arago pour exprimer leur mécontentement directement auprès du président suite aux 18 suppressions (15 C, 2A et 1 A+) de poste décidées au plan national et déclinées ensuite en local.

L'ensemble des intervenants, syndiqués ou non, a réagi directement aux propos du président en mettant l'accent notamment sur les sous effectifs endémiques des services de la DDFIP 66.

Les difficultés pour assurer les missions et rendre un service public de qualité sont de plus en plus palpables dans toutes les structures. Un grand mal être ressort des services que ce soit en SIE, SIP, Trésoreries ou ailleurs, il devient de plus en plus ardu d'exercer correctement son travail avec des effectifs plus que réduits. Les agents se sentent de plus en plus esseulés et incompris de l'administration.

Les problèmes d'effectifs dans les services sont devenus chroniques et inquiétants puisque le nombre de personnes en arrêt maladie ne cesse d'augmenter et les agents ressentent une mise en compétition entre eux, notamment lors des notations. Les nouvelles règles de gestion rajoutent une grande inquiétude chez les agents avec 3 ans de blocage sur le premier poste.

Nous avons fait remarquer également que les agents C étaient une fois de plus largement touchés par ces suppressions.

Les agents sont de plus en plus inquiets notamment en matière de suppression d'emplois. Les redevables sont de plus en plus difficiles à gérer du fait de la réduction des horaires d'ouverture au public et de l'accueil téléphonique saturé.

L'augmentation du nombre de fiches de signalement ainsi que les incivilités confirment cette situation.

Le directeur a paru plus que dubitatif quant à l'utilité de la mobilisation de l'intersyndicale et des agents contre les suppressions d'emplois. Nous nous sommes chargés de lui rappeler que cela faisait partie de notre combat quotidien et permanent depuis plusieurs années maintenant.

Nous ne pouvons rester de marbre face à de telles « agressions du service public » et nous lui avons affirmé que nous souhaiterions de sa part, plus d'implication afin de faire remonter nos revendications à la DG.

Le temps est aux économies de toutes sortes pour la DDFIP et même le courrier des différents services est confié depuis janvier 2016 à une société privée alors même que la poste locale connaît des difficultés organisationnelles et d'effectifs.

Nous nous demandons pourquoi il n'y a plus de coopération entre service public.

L'appel aux sociétés privées témoigne là aussi d'une volonté de rationaliser tout au détriment du service public.

Ressort de cette importante mobilisation à ce CTL, une exaspération générale des agents de tous grades, de toutes les structures, qui sont plus qu'inquiets de l'avenir même de la DDFIP.

TOUS ENSEMBLE, EN GREVE LE 26/01/2016

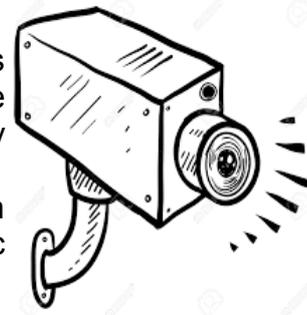
Compte rendu du CHS-CT du 18/01/2016

Pour ce premier CHS-CT de l'année, l'ordre du jour particulièrement fourni nous a amené à débattre longuement.

Mise en place de vidéo-protection

Sur le site de Prades, cette installation adaptable (si il y a des restructurations internes des bureaux) ne fait que palier au manque de personnel lié aux suppressions d'emplois dans notre département. Il n'y a plus d'accueil généraliste au RDC.

Pour le site de la direction dans la Tour Arago, cette décision d'installation d'un système de vidéo-protection est à l'initiative du syndic de copropriété de l'immeuble.



Mesures post-attentats

La présentation par la direction des mesures prises suite aux événements des 07/01 et 13/11/2015 a permis de nous interroger sur la capacité de la DDFIP 66 de réagir efficacement si un événement grave venait à se produire dans notre département.

En effet, hormis les logos adhésifs Vigipirate après le 07/01/2015 et les affiches nous informant de la conduite à tenir en cas d'attaques terroristes après le 13/11/2015, la direction ne propose aucune autre mesure concrète.

Celles-ci émanent de notes ministérielles. Ces informations sont mises en ligne sur Ulysse 66.

La réflexion a porté sur la création d'une cellule de crise en associant les membres du CHS-CT. Nous restons dubitatifs mais volontaires en espérant avoir les moyens d'actions pour intervenir si malheureusement une situation catastrophique venait à ce produire.

Fiches de signalement



Le point sur ces fiches montre que la fréquence, au niveau de la DDFIP 66, a nettement diminuée, notamment sur le site de la Côte Vermeille depuis la mise en place d'un vigile (du 01/01/15 au 31/08/15 : 23 fiches ; du 01/09/15 au 31/12/15 : 5 fiches). L'insistance des membres du CHS-CT auprès de la direction sur la présence d'un vigile, montre encore une fois que nos demandes ne sont pas fantaisistes et répondent pleinement à la demande des collègues.

Néanmoins, et c'est un fait nouveau, des cas d'incivilités apparaissent dans les postes ruraux.

Droit d'alerte

Un rappel nécessaire auprès du président du CHS-CT a été fait sur la réglementation et la procédure à respecter suite au dépôt d'un droit d'alerte par les représentants syndicaux. Toutes les parties ont pris acte de ces informations et seront à même de prendre leurs responsabilités en cas de défaut dans la procédure.

Le prochain CHS-CT est prévu le 18/02/2016 pour voter les actions à venir et la répartition du budget.